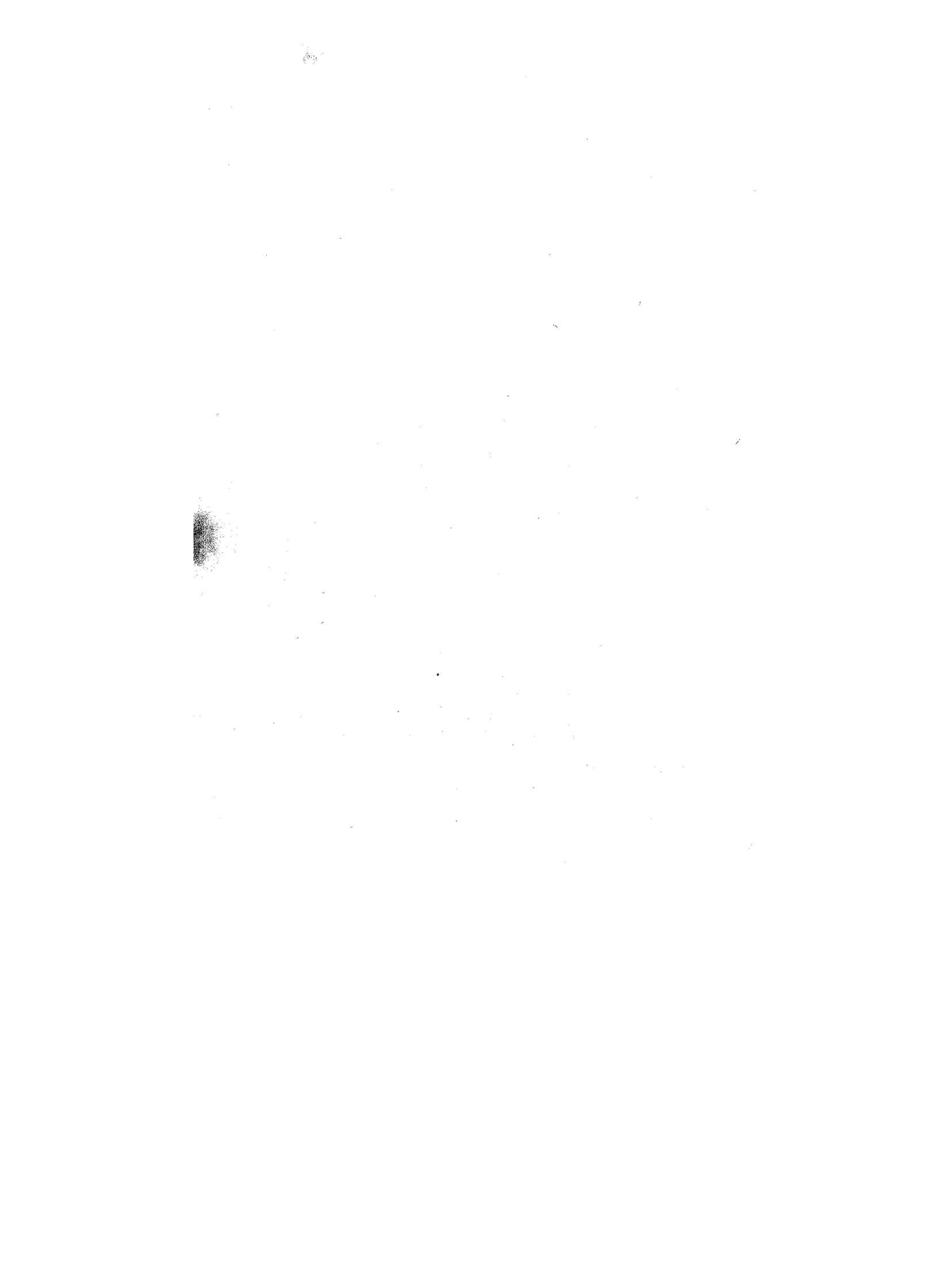


COMMENT CONSTITUER

LA

RÉPUBLIQUE

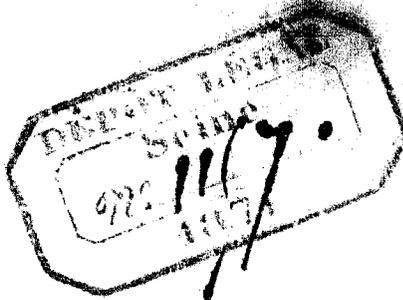
T  
16 57



COMMENT CONSTITUER  
LA  
**RÉPUBLIQUE**

PAR  
**AGRICOL PERDIGUIER**

Ancien Représentant du Peuple.



PARIS

CHEZ L'AUTEUR, RUE TRAVERSIÈRE, 38

—  
1871

## OBSERVATION.

On trouvera peut être quelque apparence de contradiction dans ce travail: *Comment constituer la République*. Dans le 1<sup>er</sup> Chapitre, je dis que les élections vont avoir lieu, que la France va être consultée, et dans les derniers je parle de l'Assemblée Nationale réunie à Bordeaux. C'est que ce travail a été fait article par article, écrit rapidement, et envoyés à la suite les uns des autres au journal le *National* qui à bien voulu les publier. Voici à quelles dates je les ai fait tomber dans la boîte de mon quartier: 1, 2, 4, 6, 8, 12, 13, 19, 23 Février. Ce dernier jour je renfermai trois articles dans la même enveloppe. Ils ont paru dans les numéros que voici: 3, 7, 10, 12, 16, 18, 23, 27 Février, et 3, 6 et 9 Mars. Pendant que j'écrivais, que j'envoyais mes articles ou chapitres, les événements marchaient, je ne pouvais moins faire que de les suivre, et de là cette minime contradiction qui ne'n sera pas une pour les hommes sérieux.

# COMMENT CONSTITUER LA RÉPUBLIQUE

## I.

Nos forts, nos armes sont possédés par l'ennemi ; nous sommes vaincus par la famine ; nous sommes prisonniers dans notre capitale. Affreuse situation ! Et nous souffrons pour nous et pour la patrie, et nous nous débattons dans un affreux martyre.

Pauvres Français ! Voilà ce que c'est que d'avoir oublié le devoir, d'avoir abdiqué tous nos droits entre les mains d'un seul homme dont les folies, les attentats nous étaient déjà connus. Nous en subissons aujourd'hui le châtement, et il en sera toujours ainsi de tout peuple qui ne marchera pas dans la voie du devoir, de la justice et de la liberté.

Mais oublions un peu, s'il est possible, nos douleurs amères, nos souffrances inexprimables, et occupons-nous du présent et de l'avenir. Soyons inébranlables contre nos revers, ne perdons pas l'espérance, et appelons la raison et la prudence à notre secours.

La Prusse a reconnu le gouvernement de fait, consenti à traiter avec lui, mais elle exige qu'une Assemblée nationale élue sans retard par le peuple de France vienne examiner, appuyer, valider les préliminaires qu'on a dû poser, et signer la paix définitive. Ainsi le gouvernement de la défense nationale continue à administrer au nom de la République ; c'est sous son autorité, sous sa surveillance, sans pression, que les élections vont avoir lieu, que le suffrage universel va parler, que la nation va manifester sa volonté.

Bien grave moment !

Républicains, soyez calmes, soyez dignes, soyez grands!... Présentez-vous devant le peuple, exposez-lui vos idées, vos principes, vos théories, vos moyens de salut ; dites-lui ce que vous pensez de la guerre et de la paix, comment vous comprenez la Constitution, les lois

nouvelles, les réformes à réaliser... Faites-vous aimer, faites aimer la République, et la République, malgré tous nos malheurs, restera le Gouvernement de la France.

Mais point de colère, d'exagération; soyez apôtres, convertissez et restez fermes sur le terrain des choses possibles et pratiques. Que la morale, que la vertu, que l'esprit de justice nous conduisent, et malgré d'affreuses tempêtes, nous arriverons au port, la France sera sauvée, relevée, consolidée, et deviendra encore, il le faut bien, le phare de l'avenir.

Gardons-nous des utopies, gardons-nous des choses très douteuses, ne restons pas dans les nuages quand il faut bâtir ici-bas pour les habitants de la terre.

Dans notre organisation, tout doit se réduire aux principes les plus simples, d'une application extrêmement facile, que tout homme peut comprendre, et auxquels il donne très volontiers son assentiment.

D'abord, maintien à tout jamais du **suffrage universel**.

Il est des hommes qui voudraient le restreindre, le faire reposer sur un cens, sur des écus, sur la capacité et le savoir, qui ne sont pas toujours l'indépendance et la vertu; d'autres, démocrates ardents, passablement autoritaires, se défiant des majorités, demanderaient des dictatures pour cinq ans, pour dix, pourvu qu'elles fussent entre leurs mains.

Non, point de restrictions, point de dictatures, mais le suffrage universel vrai, le seul digne de ce nom.

À nous de conquérir par notre douceur, par nos enseignements, la foule des hommes, et de leur faire comprendre, aimer, accepter nos principes.

**La liberté de la presse** entière, complète, sans timbre, sans cautionnement. Mais quelques-uns diront: Elle peut abuser, faire le mal. Je réponds: N'avons nous pas la liberté du couteau? Tout homme n'a-t-il pas le droit, la liberté de porter un couteau et d'en user pour ses besoins? Mais s'il tue, s'il assassine, il est jugé, condamné, puni pour avoir tué, pour avoir assassiné, et non pour le port du couteau, qui est toujours facultatif et à la disposition de tout le monde. Celui qui assassinerait avec

la plume comparait devant un jury loyalement constitué, qui lui appliquerait la peine qu'il aurait encourue.

**Liberté de réunion.** Si, dans les derniers temps à Paris, les réunions n'ont pas été, en général, à la hauteur de notre terrible situation ; si, au lieu d'exalter le patriotisme, de pousser au combat, de n'avoir en vue que le salut immédiat de la patrie, elles n'ont que trop divagué, que trop poussé aux troubles, aux dissensions, c'est que l'empire déchu nous avait laissé de bien tristes éléments ; mais croyons que, avec une meilleure instruction, de meilleures mœurs, elles feront tout autrement et seront un jour l'un des plus féconds moyens de propagande instructive, de progrès réel, dont le peuple saura profiter. Mais à toute liberté s'attache une responsabilité.

**Liberté d'association.** — Vous voulez vous associer comme les compagnons pour vous soutenir dans les voyages ; allez ! et vivez en paix ; — vous voulez faire une association commerciale ; osez, c'est votre affaire ; — vous voulez former une association de travailleurs, une coopération, produire en commun ; hé bien ! mêlez vos capitaux, travaillez, créez, marchez, faites des affaires, prospérez si vous le pouvez ; mais respectez ceux qui travaillent isolément, inclinez-vous devant la liberté de chacun. — Vous plaît-il de vous mettre en communauté ? Voulez-vous que le fonds social, que les instruments de travail appartiennent à tous, et non à chacun en particulier ? Vous sourirait-il de vivre presque comme des moines, mais ayant avec vous vos femmes et vos enfants ? c'est encore votre affaire. Seulement, jouissant de la protection de l'État, chacun de vous doit au pays, comme les autres citoyens, sa part d'impôt et de services personnels.

On peut être communiste et n'être pas républicain. Ces deux mots ne sont pas identiques, et les moines en sont la preuve la plus frappante ; mais quel que soit le costume que l'on porte, le règlement particulier auquel nous obéissons, la Patrie prime tout, et il faut lui obéir lorsqu'elle nous commande et fait appel à notre concours.

Oui, vivez en communauté, soyez heureux ! mais

n'avez pas la prétention de devenir les chefs de l'État, de nous imposer vos façons de vivre, laissez-nous trouver le bonheur dans notre petit coin et au sein de nos familles.

Vous donner les meilleures constitutions, les meilleurs règlements, vous procurer une vie confortable, voilà votre affaire propre, en dehors de laquelle il y a les affaires de la France, du monde entier, dont vous devez vous préoccuper comme tous les autres citoyens.

**L'assemblée constituante** ou nationale, aura une durée proportionnée au temps nécessaire à l'achèvement de son œuvre. Elle rédigera, discutera, votera la Constitution de la France, de la République. Pendant qu'elle travaillera, laissons-la en paix; gardons-nous bien d'aller la violenter, la renverser comme en 1848. Quelle soit tout entière à son œuvre régénératrice. Et nous, pendant ce temps, que devons-nous faire? Instruire le peuple, le moraliser, le grandir, et préparer ainsi l'assemblée qui succédera à la Constituante.

La **Législative** sera élue pour deux ou trois ans. Des mandats trop longs ont des inconvénients, car il peut arriver alors qu'une assemblée ne représente plus du tout l'esprit, la volonté du pays; trop courts, ils engendreraient peut-être trop d'ambitions, de contentions, d'agitations; voilà pourquoi je choisis un terme moyen. A la Législative de nous donner les grandes lois constitutionnelles, complément de la Constitution.

D'où sortira donc le **pouvoir exécutif**? Des Assemblées nationales, représentant la France entière, et sera toujours révocable par elle. Le chef de ce pouvoir, qui agira comme président de la République, nommera son ministère, qui ne devra pas déplaire à ceux d'où émane le pouvoir exécutif.

## II.

Le **Conseil d'état** sera nommé par l'Assemblée nationale.

Plus de sénat, plus de pairs, une seule Chambre, celle

des députés de la France. **L'Algérie, les Colonies** seront représentées dans nos Assemblées.

Chaque **Commune** nommera son conseil municipal, son maire, ses adjoints, son garde champêtre ; chaque conseil général son président ; il en sera de même de chaque société de secours mutuels et de toutes les associations en général. Il ne faut pas trop peser sur les hommes, il faut leur laisser toutes les libertés qui ne nuisent pas à autrui ; si on les gouverne outre mesure, on les rend stupides.

L'empire a mis en évidence cette vérité, et en embrassant tout, en se mêlant de tout, il n'a plus su rien être, il s'est rendu incapable de tout, même d'avoir de bons ministres, de bons généraux, de bons administrateurs, de bonnes armées ; et c'était là cependant ce qui le préoccupait le plus, car il voulait vaincre, il voulait éblouir, il voulait s'imposer et nous gouverner selon son bon plaisir. Qu'on juge d'après cet exemple comment devait marcher tout le reste dans notre vaste et beau pays !

Quoi ! un gouvernement nommer quarante mille maires ; quatre-vingt mille adjoints ; des centaines de mille de gardes champêtres ; de présidents de sociétés ouvrières et autres ; des juges locaux dont il faisait des instruments politiques ; des employés à tous les degrés et de toutes les sortes ! Comment pouvait-il les connaître ? Comment pouvait-il agir en connaissance de cause ? Comment pouvait-il faire de bons choix, même en lui supposant la bonne volonté ?

Il arrive que celui qui se présente à l'autorité pour être maire, ou adjoint, ou président d'un conseil ou d'une société, est le plus vaniteux, le plus orgueilleux, le moins capable, le moins aimé du public, de celui ou de ceux auxquels il veut s'imposer, qu'il sait ramper, qu'il sait flatter, qu'il flatterait le diable ou le bon Dieu, le tigre ou le lion s'ils étaient souverains, s'ils daignaient le regarder, lui donner un bout de ruban, un peu d'importance ou satisfaire sa cupidité.

Voilà, bien souvent, le représentant ou plutôt le délégué, l'instrument brutal, immoral de l'autorité, du roi, de

l'empereur, de qui voudra s'en servir pour caresser ou pour frapper.

Pas de conscience en tout cela : Et voilà des hommes !  
Et voilà des citoyens !

Non, non, ne suivons pas une route si périlleuse, qui mène aux précipices, qui produit les catastrophes ! Que le pouvoir ne se mêle pas de tout, qu'il nous laisse faire nos élections en toute liberté, élever les hommes que nous jugeons les plus dignes, les plus capables de nous servir, de nous moraliser, de former notre esprit et de nous mettre en paix avec nous-mêmes, en paix avec nos concitoyens ; lui, qu'il reste en haut, qu'il s'occupe des choses d'en haut, du grand ensemble du pays, des rapports avec l'étranger, et tout n'en ira que mieux.

Que tout **Fonctionnaire** soit responsable de ses actes, et punissable s'il est coupable. Point d'article de Constitution ou de loi qui le protège devant la justice, devant laquelle tout citoyen doit s'incliner.

Plus d'**Armée permanente**, plus de tirage au sort ; abolissons cette affreuse loterie dans laquelle le jeune homme, sachant à peine son métier, était le triste enjeu, et perdait, pendant huit ans, sa liberté, son peu de capacité et sa bonne volonté ; mais une garde nationale mobile, une garde nationale sédentaire, maniant le fusil d'abord fréquemment ; ensuite tous les quinze jours ou de mois en mois, le dimanche ; ce seront là des distractions dans nos villes et dans nos campagnes.

Tous les trois mois ou tous les six mois, une grande concentration de troupes au chef-lieu, des exercices d'ensemble, une revue générale, sous l'œil des populations ; et il y aura des drapeaux, des musiques, des chants, de l'enthousiasme, de la joie, et les cœurs se réchaufferont dans ces grandes et belles fêtes de la patrie.

Il nous faudra cent mille hommes pour garder nos frontières et nos forteresses : six mois, un an de service pour chacun de nous dans le cours de notre vie, ce sera assez... L'artisan n'aura pas le temps d'oublier ses outils de travail, le paysan sa fourche et sa bêche, l'étudiant les lois ou l'art de soigner ou guérir les infirmités humaines. Une promenade de six mois, une sorte de vacances ne nuira en rien à nos connaissances acquises, à notre apti-

tude, à notre bonne volonté pour les connaissances que nous devons acquérir.

Quel gain pour la France que cette transformation ! Plus d'habits couverts d'or, plus de brillant choquant la vue sur les poitrines et qui sont d'un très-mauvais effet sur l'armée en général, plus de ces hommes faisant le métier de tuer à tout commandement, se croyant les seuls méritants, et qui cependant ont montré si peu de génie, si peu de valeur, si peu de foi, si peu de vertu sur les champs de bataille, dans l'affreuse crise que nous traversons.

Non, plus d'esclaves, plus de tyrans, mais des hommes libres, acceptant largement le devoir, dignes de maintenir la liberté.

Nous serons des hommes de paix, de travail, de fraternité ; nous voulons conquérir les cœurs, l'amour des peuples, et non leurs territoires, dont nous n'avons que faire, et qui ne pourraient en rien ajouter à notre bonheur.

Ayant abattu ces vieux états-majors, ces comités d'artillerie si fiers, qui refusaient nos canons, nos mitrailleuses, nos moyens de défense créés par l'industrie privée ; ayant mis sous nos pieds l'orgueil, les vanités, tout simplifié, tout assuré autour de nous, mis les hommes d'action, les hommes de principes, les hommes de vertu aux lieu et place des hommes de parade, qui ne cherchaient que les hochets, les positions et les titres, quelles économies seront réalisées ! Quels changements seront produits en France !

Au lieu de titres, un beau nom ressortissant, naissant de nos actes ! au lieu de croix, de crachats, une mise à l'ordre du jour, une inscription sur le livre d'or de l'honneur et de la gloire... c'est assez pour des braves, assez pour de vrais citoyens.

Que de millions nous allons économiser sur le budget de la guerre ! Que d'hommes nous allons rendre à l'atelier, et surtout à l'agriculture ! Comme nos champs vont en profiter et se fertiliser !

Et le **Budget des Cultes**, faudra-t-il le supprimer ? Sans doute. Chaque ville, chaque village soignera son prêtre, son pasteur, son rabbin. Quoi ! nous serions

cinq cents ou mille catholiques dans une localité, et nous ne pourrions, entre tous, nourrir notre curé ? Nous aurions bien peu de dévouement, bien peu d'attachement, d'amour pour sa personne et ses enseignements ! Il en serait de même pour les ministres des autres cultes.

Les évêques, dans chaque diocèse, en recevant quelques oboles de chaque membre de leur vaste troupeau, auraient une existence assurée, mais non princière je crois. Au reste, pourquoi vivre dans des somptueux palais, mêlés aux grands de la terre ? N'oublions pas notre origine, habitons les simples demeures, vivons avec la foule, avec les pauvres ; nous sommes les disciples, les apôtres du Christ, suivons ses principes, son genre de vie, et faisons aimer et pratiquer sa morale et ses vertus.

Dans de petites localités, où la population est fort peu nombreuse, il pourrait se faire que le ministre de la religion, de quelque culte que ce fût, n'obtint pas d'un trop minime troupeau tout ce qui serait nécessaire à son existence. En ce cas, que faire ? On peut instruire quelques enfants, ou pratiquer un métier ; on se fait teneur de livres, comptable, arpenteur, ou bien on loue un lopin de terre, un jardin, on le cultive, on fait pousser le blé et les légumes, on récolte des fruits, et ce travail est béni de Dieu.

Que faisait donc saint Paul ? Des voiles de vaisseau !

Que nous dit-il ?

« Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger. »

Travaillons donc, la religion l'ordonne, le devoir le prescrit, et les bons exemples profitent à l'humanité.

Voilà encore une économie qui amoindrira notre budget, et qui ne peut que profiter au peuple et à la religion, en rendant le prêtre le frère réel de l'artisan et du cultivateur.

### III.

Les **Impôts** doivent être vraiment proportionnels ; cependant, dans un temps de crise, de misère publique, de ruine, de sang, de mort, comme celui où nous sommes, je ne reculerais pas devant un impôt extraordinaire

et progressif, mais frappé une fois pour toutes sur l'ensemble de chaque fortune. Moi, je suis loin d'être riche ; j'ai dévoré mon pauvre patrimoine par la prison, par l'exil, par les soins à donner à ma famille, à mon beau-père, à ma belle-mère, par mon dévouement à mes frères les travailleurs, qui sont bien loin de se douter de tout ce que j'ai fait pour eux !

Forcé par la nécessité, je me suis fait marchand de vin au panier, à la bouteille après avoir été trente ans professeur d'architecture et de trait, de coupes de bois et de coupes de pierre, et ça marche ; nous vivons ! Eh bien ! si maintenant on me disait : Pour le salut de la patrie, pour racheter le peuple de la famine, de la servitude, il nous faut le quart, le tiers, la moitié de ce qui vous reste, je répondrais : prenez-le.

C'est que je sens en moi la puissance du sacrifice ; c'est que mon cœur souffre à voir mourir mes frères de faim, menacés peut-être de maladies terribles, de pestes hideuses, et que je suppose dans autrui la même sensibilité, le même dévouement.

Il faut donc que les forts viennent au secours des faibles, qu'ils aident à les relever ; il y va du salut de tous.

Je dis donc à ceux qui gouvernent, à ceux qui gouverneront, à l'assemblée nationale qui va se réunir : Frappez-nous, abaissez-nous, relevez les pauvres, et qu'il y ait du pain, des soins pour tous les enfants de Dieu.

Je sais que les uns donneraient de bonne volonté, inspirés par un noble cœur ; mais d'autres sont égoïstes, ladres, aveugles, et laisseraient volontiers mourir leurs frères de besoin et la patrie se tordre dans l'agonie.

Il faut donc une loi, une loi rigoureuse et juste, que Jésus eût approuvée, que Jésus eût votée, car on sait comment il conseillait le don, le sacrifice, la générosité.

Ne pourrait-on pas dire à celui qui possède cent mille francs, et ici je parle par supposition, je propose un chiffre quelconque, qu'on peut baisser ou monter : la représentation nationale, par une loi de salut public, vous impose de 1 franc par mille francs sur tout votre avoir, une fois donné, et pour ne pas y revenir. Pour celui qui possède deux cent mille francs, ce serait deux

par mille, et en allant ainsi toujours en montant et progressant, on atteindrait les millions, et des sommes énormes tomberaient dans les coffres de l'État. Elles serviraient à notre délivrance, à l'apaisement de la faim, à relever le peuple, à occuper les bras, à produire l'ordre et la concorde dans la nation.

Cependant, s'il y avait des plaintes, des cris extrêmes, si le sacrifice paraissait une monstruosité, je dirais aux plus hostiles : Calmez-vous, rien de force ici ; ne versez rien si tel est votre bon plaisir ; je vous y autorise ; mais, une observation, et méditez-la : vos biens sont à vous, oui, cependant à une condition essentielle, c'est que l'État vous protège, vous maintienne dans votre avoir. S'il retirait la main qui fait votre force, votre droit, votre puissance de possession, un plus fort que vous viendrait, vous jetterait à la porte, prendrait votre lieu et place, serait à son tour propriétaire, et vous, vous iriez tendre la main, ou chercher un travail ingrat, qui vous nourrirait tant bien que mal, à la sueur de votre front : vous ne seriez plus qu'un pauvre, ballotté par le mauvais sort.

Voulez-vous être hors la loi, non protégé par elle, à la merci de tous les fripons ? Vous êtes libre, mais vous êtes perdu, ou bien venez à notre secours et vous aurez le nôtre ; aidez-nous et nous vous aiderons ; sacrifiez un peu de vos biens à la misère publique, à la rédemption de la patrie, vous conserverez tout le reste en sécurité, et vous vivrez en paix.

Qui pourrait reculer en un pareil moment ?

Il peut se faire que celui qui possède ostensiblement des richesses, des biens considérables, soit moins riche qu'on ne le croit. Il peut être endetté, grevé d'hypothèques. En ce cas, si son bien n'est à lui qu'à moitié, le prêteur et l'argent auront leur juste part de charges à supporter, — et ce sera là de la justice.

Je ne sais s'il ne serait pas urgent, en telle situation, pour faciliter le versement de l'impôt, de créer des bons hypothécaires en noms personnels, reposant sur la propriété, et qui ainsi ne pourraient rien perdre de leur valeur première.

Au zélé protestant, à l'ardent catholique qui repousseraient avec horreur ma proposition et m'accablent de gros mots, je répondrais : inclinez-vous devant Jésus, ou ne dites pas que vous êtes ses vrais disciples. Que dit-il au jeune homme qui vient le consulter sur la perfection ? Ceci :

« Si vous voulez être parfait, allez, et vendez ce que vous avez, et donnez-le aux pauvres, et vous aurez un trésor dans le ciel. »

On le voit, on en sera convaincu, si je suis coupable, je le suis en bonne société, et je ne cesserai de crier bien haut : Riches, gens de cœur, voyez la situation ! Prêtres de toutes les religions, philanthropes dévoués, philosophes, orateurs qui avez de l'autorité, touchez les cœurs, émouvez les âmes, inspirez-nous à tous un saint enthousiasme, un radical dévouement. Si la loi nous impose, ne murmurons pas, allons au-delà de ses prescriptions., ne marchandons pas le bienfait. Un gouffre béant est devant nous : jetez vos dons, jetez une partie de vos richesses, comblez-le, et la misère disparaîtra, et de nouveaux beaux jours luiront pour la France, et nos poitrines se dilateront, et nous serons tous sauvés et tous heureux ! Allez ! bonnes âmes ! en avant le dévouement et la bienfaisance !

Revenons à notre étude sèche et financière.

Il ne s'agirait pas seulement de frapper la richesse d'un impôt qu'elle peut supporter sans cesser d'être la richesse, il faudrait aussi frapper le vol déguisé, la friponnerie à tous les degrés, et mes regards se portent en haut.

Voilà un homme qui n'avait presque rien, supposons cent mille francs ; il a été ministre pendant dix ans, aux appointements de cent mille francs. Qu'il ait dépensé la moitié de son salaire ; il lui resterait, pour les dix années, cinq cent mille francs, qui, grossis des cent mille francs qu'il avait déjà, ferait un total de six cent mille francs. Mais, chose étrange, au lieu de ce capital assez passable, il a six millions ! D'où vient cela ?

Les Athéniens étaient obligés de prouver d'où ils tiraient leurs moyens d'existence, d'où venaient de certaines fortunes trop rapides, trop colossales. Ici je

serai curieux comme un Athénien. D'où viennent donc ces six millions ? Prouvez. Se figure-t-on l'embarras du Crésus ! — Eh ! mais, j'ai joué à la Bourse. — Ah ! vous donniez de fausses nouvelles, vous faisiez la hausse et la baisse, vous jouiez avec de mauvaises cartes préparées d'avance, et vous étiez sûr d'empocher de l'argent. Vous ne le deviez pas. — Je donnais des indices, des plans pour de nouvelles rues, de nouvelles places ; les maisons croulaient de toutes parts. Des hommes intelligents, adroits, me renseignaient ; j'achetais, je faisais acheter aux bons endroits, en temps propice, sous différents noms. Nous revendions et je trouvais là de bons petits bénéfices. — C'est mal ! très mal ! — J'ajoute que dans de certaines concessions, en faveur desquelles je m'étais employé, dans des achats réalisés à de bonnes conditions, dans des entreprises bien conduites, que j'avais encouragées, j'ai obtenu des actions, des témoignages de reconnaissance, des encouragements chaudement formulés. Vous le voyez, je n'ai pas volé l'État, et ma fortune est des mieux acquises. — Je ne suis pas de votre avis ; je vous payais pour être ministre, pour en remplir la charge, la fonction, pour donner tous vos soins aux intérêts de la France, que vous négligiez, que vous trahissiez pour vous occuper de vos intérêts à vous, à vous homme lâche et cupide. Voilà pourquoi notre pays s'est démoralisé, voilà pourquoi nos affaires ont si mal tourné, voilà pourquoi nous sommes envahis, voilà pourquoi l'ennemi nous tient le pied sur la poitrine et nous étouffe et nous tue. Enfin vous avez spéculé agioté, trompé, négligé ou gâté l'œuvre pour laquelle vous étiez grassement rétribué. C'est grave. La justice avisera et décidera.

Et vous généraux, et vous ministres, et vous ambassadeurs, et vous sénateurs aveugles et furibonds, et vous députés officiels payés par le budget et sur la cassette impériale, et vous Pouvoir exécutif dans toute sa vaste étendue, qui, payés pour avoir l'œil sans cesse ouvert sur la patrie et sur le monde entier, pour vous livrer aux études approfondies, aux travaux les plus graves, les plus sérieux, pour penser au présent, pour prévoir l'avenir, vous qui négligiez tout ce qui était de votre compétence, dans votre devoir, dans vos attributions,

pour briller dans un bal, pour trôner dans un festin, pour vous pavaner dans un riche costume, sous les décorations qui écrasaient vos poitrines, vous qui, oubliant le peuple, la patrie, rampant devant un homme, lui jetant l'encens, la flatterie pour attirer ses regards et ses faveurs, et capables, si un ours, un lion, un tigre ou un singe était roi, de lui prodiguer les mêmes génuflexions, de lui offrir le même concours, vous qui avez poussé à la guerre, vous qui avez crié : A Berlin ! à Berlin !

Vous qui n'avez point su organiser nos armées, les approvisionner, les alimenter, les masser ;

Vous qui vous êtes laissés surprendre en toute occasion ;

Vous qui avez dansé la veille du grand désastre de Sedan, croyez-vous que tout soit fini ?

Si un ouvrier, si un entrepreneur conçoit mal son travail et le gâte, il en subit les conséquences, il éprouve des retenues, il est ruiné parfois.

Et vous déchaînez la guerre, et vous la conduirez de la façon la plus folle ou la plus criminelle, et vous attirerez sur nous l'invasion, et vous serez la cause de la perte de nos villes, du ravage de nos campagnes, de la ruine de la patrie, de son asservissement, et vous vous en laverez les mains ! Je ne suis pas de votre avis.

Je vous rends responsables de l'horrible situation dans laquelle vous nous avez placés.

Je n'en veux pas à vos vies du moment qu'il n'y a pas trahison, mais incapacité, manque d'ardeur, de foi seulement, ce qui est déjà beaucoup trop, et comme l'ouvrier qui gâte son travail, je vous rends responsables du vôtre, et nous aurons à régler ensemble.

Et voilà les grands généraux de l'empire en 1870, qui ne voulaient pas de gardes nationaux, de gardes mobiles, qui refusaient d'armer le peuple, qui dédaignaient, qui raillaient nos volontaires de 1792!... Qu'ils s'agenouillent devant les Hoche, les Marceau, les Kléber, et qu'ils reconnaissent qu'ils sont bien petits devant ces grands hommes!

Assez! assez! de ces armées permanentes, de ces généraux, de ces états-majors routiniers, trop superbes, trop resplendissants... Il n'en faut plus.



## IV.

Que les plus hauts **traitements**, ceux des ministres, ceux des ambassadeurs, ne s'élèvent pas au-dessus de 25,000 francs, les frais de représentation en plus, pour ces derniers surtout. Si le fonctionnaire est pauvre, il n'a pas besoin de beaucoup pour vivre ; et s'il est riche, s'il a le goût de la dépense, il peut appeler à son aide sa fortune privée, on lui en laissera la liberté. C'est dans les temps où l'on a le plus fortement rétribué, décoré les hauts employés, qu'ils nous ont servi avec le moins d'intelligence, d'énergie, de dévouement.

On ne voyait que le tas d'argent, l'accumulation de la richesse, les satisfactions de la vanité. On se corrompait, on corrompait la nation, on donnait les plus funestes exemples.

Pensons à l'honneur, n'oublions pas notre conscience, notre dignité, et les plus haut placés marchant droit, le peuple, qui n'est pas sans les voir, les imitera et se relèvera glorieusement.

La cupidité des uns a produit la cupidité de l'autre ; la bassesse des grands a engendré la dégradation, et à la fin l'esprit de contention et de révolte des petits. Il ne faut pas qu'il en soit de même à l'avenir.

Portons le traitement du président de la République à 300,000 francs ; c'est assez, c'est peut-être trop ;

Celui du vice-président à 100,000 francs.

Quelle sera l'indemnité du représentant du peuple ? Parlons de 9,000 francs ; allons même jusqu'à 10,000, s'il le faut. Mais ici, une remarque : c'est là la fonction la moins sûre, la moins durable parfois, la plus entourée de péril, de tracasseries, de fatigues, d'inconvénients de toutes sortes. Les demandes, les plaintes, les sollicitations pleuvent sans fin ! Et puis ceci encore : Un médecin quitte ses malades ; un avoué, un notaire, un avocat, sa charge, son étude ; un industriel ses ateliers, sa fabrique, son usine ; un artisan sa boutique ou son chantier.

Les voilà dans la capitale, s'occupant des grands intérêts de la patrie. Il arrive qu'au bout de deux ou trois

ans beaucoup ne sont pas réélus. Ils retournent au pays. . . Le médecin ne trouve plus de malades à soigner, l'avocat plus de clients, l'industriel un commerce en souffrance, l'artisan plus de travail; d'autres ont pris leurs places et les ont supplantés. On le voit, tout n'est pas rose dans cette noble et magnifique fonction de représentant du peuple; et pourtant à lui qui fait la constitution, à lui qui fait la loi, à lui qui fixe le chiffre des traitements, neuf ou dix mille francs suffisent, il n'en veut pas davantage.

Pourquoi cette même somme ne suffirait-elle pas aux présidents des cours, même à celui de la cour de cassation, aux procureurs de la République, aux avocats généraux, aux conseillers d'État, aux préfets, aux généraux, aux amiraux, aux chefs de division, aux employés des postes les plus élevés? Ce qui suffit au représentant du peuple doit suffire à tous ceux qui tiennent les hauts emplois; il faut qu'il en soit ainsi, il le faut absolument, et tout est à réviser dans le taux des traitements et des indemnités.

Non-seulement il faut abaisser les hauts traitements, supprimer les pensions mal acquises, données par faveur à des millionnaires sans cœur qui ne rougissent pas de dévorer la maigre substance des pauvres, mais encore il faut porter la main sur les **administrations**, supprimer une foule d'emplois inutiles ou nuisibles, exiger de chacun un service actif, régulier, honnête, et alors nous obtiendrons un travail suivi, ponctuel, intelligent, sur lequel nous pourrons compter à son jour, à son heure, à sa minute, et des économies considérables.

Sur la guerre, sur la marine, sur les intendances, sur les administrations, sur tout, partout, que de réformes à faire! Et notre épouvantable guerre ne l'a-t-elle pas que trop prouvé? Les employés, et ils étaient quatre où il en fallait un, lisaient leur journal, fumaient leur cigare, se regardaient les uns les autres, causaient tout bas, parfois d'amour, parfois de rendez-vous ou de parties de plaisir, et il ne fallait pas les interrompre, les troubler. et leur dire : je suis là, j'attends; autrement, gare la colère, gare aux mots grossiers!

Pauvre public! comme il était traité bien souvent par

ceux auxquels il donne la pâture, qu'il nourrit du fruit de ses sueurs et qui sont loin, très-loin de reconnaître leur maître et le principe de leur situation.

Oui, public, ne sois pas si bruyant, car il faut aussi que tu te corriges ; tu en as grand besoin, et tes courtisans et tes flatteurs seuls peuvent te dire le contraire ; donc, sois poli, sois convenable, sois respectueux, sois juste, sois bon maître ; mais j'exige que l'on fasse cas de toi, que l'on te respecte, et j'appelle, à cet égard, la surveillance la plus active des gouvernants, celle de certaines puissantes compagnies vis-à-vis des fonctionnaires, vis-à-vis des employés, et une rigueur nécessaire, salutaire contre quiconque l'aura mérité. Brisons donc avec les mauvaises habitudes du passé.

Qu'on écoute les plaintes contre quiconque fait mal ; que la loi soit respectée de tous ; plus de privilèges nulle part. Au lieu de soustraire le fonctionnaire de l'État à la punition qu'il aurait encourue s'il était simple particulier, frappez-le doublement, car il ne pêche pas par ignorance ; il nous doit l'exemple du bien ; malheur à lui s'il donne l'exemple du mal !...

A l'**instruction publique** donnons tous nos soins et des millions ; il le faut, il le faut absolument.

Il nous faut l'instruction gratuite, obligatoire. — Quoi, dira un père absurde, est-ce que mon enfant ne m'appartient pas ? Est-ce que je n'en suis pas le maître ? Est-ce que je ne puis pas en faire tout ce que je veux ? — Non, mon ami, non, vous n'avez pas ce droit. Vous êtes son père, mais nous sommes la société, et c'est au milieu de la société qu'il doit vivre, qu'il doit se manifester, pour devenir chef de famille à son tour ; vous ne devez pas, vous ne pouvez pas en faire un sauvage, une brute, un voleur, un assassin, capable de nous troubler, de nous causer les plus grands préjudices.

Nous voulons qu'il soit un homme, pour votre honneur, pour son bien et pour le nôtre, et au besoin, nous vous l'enlèverons.

— Mais c'est de la violence, c'est de la tyrannie ! — Que faisait-on, jusqu'à présent ? On vous arrachait vos enfants à vingt ans, au moment où ils pouvaient vous aider, pour en faire des soldats, pour leur apprendre à

manier le fusil, à tuer les hommes, et on les gardait sept ans dans ce beau métier, s'ennuyant dans les casernes, se corrompant dans les garnisons, oubliant le peu qu'ils savaient de leur métier, foulant sous leurs pieds toute habitude, tout amour du travail; et vous ne disiez rien, et vous ne protestiez pas, car la chose vous paraissait toute simple, toute naturelle.

Maintenant on les prendra pour les instruire, leur donner une bonne éducation, de bonnes mœurs, en faire des hommes; ils seront sous nos yeux et sous les vôtres; grands, ils ne vous quitteront pas, ils resteront votre appui, votre consolation; l'atelier retentira du bruit de leur travail, et les champs, sous leurs mains, nous donneront l'abondance; et vous vous plaignez? — C'est que je suis pauvre et que je ne puis les nourrir à rien faire.

— Ne vous inquiétez pas; nous ferons une enquête, et lorsque la situation pénible du père sera constatée, l'enfant ne manquera pas de pain; nous le nourrirons. Nous voulons former des hommes, des citoyens, et non des absurdes, des ladres, des fripons.

Je veux qu'on enseigne la lecture, l'écriture, le calcul, le dessin, les plans, la géographie, la politesse, un bon langage, une bonne morale, une bonne philosophie pratique; que l'on sache quelque chose des lois, de la constitution, de la façon dont les hommes doivent se gouverner, vivre dans la famille et dans la société... Et puis, il ne faut pas être bouché, absurde sur l'histoire; il faut savoir quelque chose des temps passés, des temps modernes, du temps actuel; il faut étendre nos intelligences, il faut ennoblir nos cœurs, il faut les faire battre pour notre prochain, pour l'humanité. Alors combien de misères seront supprimées ici-bas parmi les hommes!

Je ne veux pas que l'on fasse dans l'école, où les enfants de tout culte se confondent, des catholiques, des protestants, des juifs ou des mahométans; ces soins regardent les familles, les ministres de chaque religion, et ils ont des églises, des temples, des synagogues pour se livrer aux enseignements qui leur sont propres; notre occupation à nous consistera à faire des hommes éclairés, d'honnêtes gens, de vertueux citoyens.

Je ne demande pas cependant que l'on supprime Dieu,

que l'on proscrive son nom, que les figures de Moïse, de Jésus, ou de tout autre fondateur de religion soient dérobées à la vue des hommes, et je ne suis pas d'accord, à ce sujet, avec tous les démocrates, il y a des divergences entre nous.

Si le nom de Dieu ne devait plus frapper les oreilles des enfants, il faudrait mettre à l'index presque tous les plus grands auteurs, les cacher, les enterrer, tels que Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Buffon, Fénelon, Hugo, Lamartine, Béranger, Lamennais, Châteaubriand, Corneille, Racine. Les plus beaux traités de philosophie, les plus magnifiques poèmes de l'antiquité et des temps modernes, les noms de Moïse, de Socrate, de Jésus, de Mahomet, d'Homère, de Virgile, du Tasse, de Milton, devraient tomber dans le néant... Quelles calamités ! Et ces rigueurs, où nous mèneraient-elles ?

Je ne suis pas disposé à de tels sacrifices ; je ne me courberais pas devant de tels actes d'intolérance. Je veux la liberté d'examen, mais je veux aussi la liberté de conscience, la liberté des cultes. Respect à ce qui élève la pensée, à ce qui ennoblit l'âme ; ne foulons pas sous nos pieds tout idéal. Nous aurions tué l'esprit, nous aurions tué l'homme. Gardons-nous-en bien.

Il y aura l'étude intérieure dans l'école et l'étude extérieure en plein air. Il faut aux élèves des excursions dans la campagne, il faut leur montrer les plantes, les arbres, leur en dire les noms, les qualités, les propriétés ; il faut leur apprendre à tailler, à greffer, les initier aux beautés, aux secrets, aux merveilles de la nature ; il faut leur montrer les cieux étoilés, leur donner quelques explications simples et grandes, il faut leur faire aimer tout ce qui est sublime, tout ce qui porte l'esprit à la recherche, à l'admiration et élève l'âme et le cœur ; il leur faut des courses, des sauts, des luttes, de la gymnastique, des chants, des chœurs, de la musique ; le maniement des armes, non pas pour en faire des querelleurs, des agresseurs violents contre n'importe quelle nation, mais pour les mettre à même, l'âge venu, de défendre la patrie, si jamais elle était attaquée.

N'oublions pas, non plus, de les rendre simples, soumis à leurs parents, à leurs professeurs, à leurs chefs,

respectueux envers les vieillards ; car qui est orgueilleux trop jeune ne sera jamais savant ; qui n'a jamais su obéir ne sera jamais digne de commander.

Non, non, rien d'étroit, rien d'injuste ; enseignons l'amour de la patrie, mais en même temps l'amour de l'humanité.

Qu'on ne vienne pas me parler des Francs, des Gaulois, pour les mettre en opposition et les pousser à la discorde ; de diverses races, de diverses classes, de différentes couleurs parmi les mortels, pour les rendre hostiles les uns aux autres. Que m'importe, à moi ! je ne veux voir qu'une race, je ne veux voir qu'une espèce, je ne veux voir que des frères parmi les hommes ; et sur ce principe je suis inébranlable.

Je traite, en principe, de l'instruction populaire ; à d'autres à nous entretenir des hautes études.

A côté de l'instruction donnée par l'État, laissons l'instruction privée se donner carrière et concourir avec nous à former des hommes dignes de la France et de la République.

Formons des enfants honnêtes, qui grandiront au milieu d'une société régénérée.

Ils seront simples, ils seront modestes, ils aimeront le travail, ils fuiront la débauche, vivront dans la vertu, l'honnêteté, et leur distraction sera digne, sans manquer d'être gaie. Ils auront les joies de l'esprit, de l'âme, du cœur, les jouissances de l'homme, mille fois supérieures à celles de la brute.

Alors, plus de voleurs, plus de geôliers, plus de prisons, plus de gendarmes, peu d'agents de police, peu de juges, peu d'avocats...

Ce sera le paradis sur terre !

Et les millions consacrés à l'instruction gratuite, obligatoire, nous auront rapporté des milliards...

Ce sera tout profit !

## V.

La liberté ! Mais il faut comprendre ce que c'est que la liberté ! La liberté sans le devoir serait une folie ; ce serait la force, ce serait la violence, ce serait l'absence

de tout ordre, de toute sécurité, de toute propriété ; ce serait l'esclavage du faible, du bon ; le triomphe du méchant, le malheur de tous.

La liberté c'est l'initiative de l'homme, son développement, son droit à exprimer sa pensée, à se donner des lois, à s'élire des chefs, à cultiver son lopin de terre, assuré d'en récolter les fruits ; c'est ne pas nuire à autrui, c'est n'avoir rien à en souffrir, c'est se protéger les uns les autres, c'est établir entre tous les citoyens, par un mutuel accord, le droit, la règle, la solidarité, la fraternité.

Gloire aux peuples qui sont dignes de la liberté ! Qui vivent en liberté !... Mais qu'ils sont rares !... C'est qu'il faut de l'intelligence ! C'est qu'il faut de la vertu !

Chez les compagnons, les uns sont les compagnons de la liberté, et il est bien sous-entendu que la liberté implique le devoir ; les autres sont les compagnons du devoir, et il est bien compris que le devoir ne serait plus le devoir s'il laissait crouler la liberté.

N'est-ce pas beau ? n'est-ce pas magnifique de trouver de tels principes chez nos compagnons du tour de France !

Donc, **liberté**, et ici je vais me répéter un peu pour me compléter.

Liberté d'association, de coopération, de phalanstère, de **communauté** ; mais l'État, le peuple dominant tout, surveillant tout.

Vouloir rendre l'État, le gouvernement communiste, lui sacrifier l'initiative, la liberté individuelle ; c'est peu sensé, c'est peu réfléchi.

Les gouvernements, généralement, administrent, ils ne doivent pas pousser au-delà, et pourtant ils deviennent parfois trop puissants, trop dominateurs, et détruisent, au moins pour un temps, les libertés publiques, les droits populaires. Donnez à ceux qui sont placés en haut de l'échelle sociale, outre le soin de nous administrer, celui de gérer la terre, l'industrie, le commerce ; d'habiller, de nourrir, de faire travailler tous les hommes, de les organiser, de les grouper par corps de métier, par compagnies, par bataillons, par régiments, leur imposant la discipline, les dominant comme on domine le soldat, donnant l'instruction, l'éducation à leur guise,

cultivant la raison moins que les préjugés, faisant renaître les vieilles castes de l'Inde se haïssant les unes les autres, est-ce que les ordonnateurs placés ainsi à notre tête, centuplant le nombre de leurs employés, de leurs créatures ne deviennent pas des maîtres absolus ?

Est-ce que la masse, réduite à l'état d'un vaste troupeau, ayant perdu son droit de propriété individuelle, ne perd pas, du même coup, sa liberté et toutes ses énergiques et grandes qualités ?

Qu'on étudie les lois de Manou. La terre était commune ; mais les prêtres, les guerriers disposaient de tout, la foule de rien : elle était esclave.

Notre Jardin-des-Plantes est une propriété commune ; elle est administrée par l'État. Cueillez une fleur ; vous subirez une contravention.

Au temps où nous sommes, sous les bombes prussiennes ; même à la cessation de leurs bruits et de leurs ravages, sous ce qu'on appelle l'armistice et qui est moins et plus qu'une capitulation, car nous avons lié la France, nous sommes dans une sorte de communauté : le gouvernement habille, nourrit des masses d'hommes ; guerre pour le pain, guerre pour la viande, guerre pour le bois. Hé bien ! n'en voilà-t-il pas assez de cette période de guerre, de bousculades, de queues sans fin, où tant d'hommes, de femmes, d'enfants attendent de longues heures dans les rues, attrapant des rhumes funestes, des chauds et froids mortels ? Crions donc : Vive l'industrie privée et vive la liberté !

Cependant, tenons compte des forces majeures qui nous réduisent au triste état que nous traversons et sachons souffrir avec fermeté.

**Proudhon**, lui, attaqua rudement le communisme. En 1848 et après, avec son style énergique, imagé, passionné, brutal, il s'en prenait à Cabet, à Louis Blanc, à Considérant, à Pierre Leroux, à Bastiat ; luttait contre eux, les secouait, les renversait, les roulait avec fureur, et cela aux applaudissements de la réaction. Aussi, les caricatures du temps le représentaient-elles en boulanger, le tablier de toile attaché à ses flancs, le corps, les jambes, les bras nus, armé de la pelle au long manche, et poussant dans le four, sous forme de volailles plumées

à figures d'hommes fort ressemblantes, ses cinq adversaires, qu'il faisait cuire, rôtir au feu le plus ardent.

Mais Proudhon, si rude lutteur, si violent satirique, que demandait-il ? Que voulait-il ? Quel était son cri ? Le voici : Plus de gouvernement, plus de constitution, plus de lois, **l'anarchie**, les communes divisées les unes des autres ; chaque commune se gouvernant elle-même, absolument, comme elle le voudra. Crédit gratuit, et cependant des frais énormes pour soutenir la maison de banque ; plus de Dieu ; Dieu c'est le Diable ; la propriété c'est le vol. A bas Rousseau ! A bas Robespierre ! Puis, pendant la lutte des Russes contre les Polonais, il est Russe ; des Italiens en faveur de leur unité, il est Autrichien, il est papiste ; lors de la guerre civile des Américains, il est pour le Sud contre le Nord ; il est esclavagiste. Et après le triomphe du 2 décembre, après le renversement de la République, que dit-il ?

« La démocratie ne pouvait opérer rien de bon. *J'ai poussé de toutes mes forces à la désorganisation politique.* »

« Le progrès n'est pas dans la constitution du groupe, qui reste éternellement spontané et libre, il est dans *l'exaltation de l'individu.* » — C'est cela, dans l'orgueil, dans la vanité, dans l'égoïsme personnel et l'esprit de chicane.

« Quant aux masses, si pauvre que fût leur intelligence, si faible que je connusse leur vertu, je les craignais moins en pleine anarchie qu'au scrutin. »

« Le peuple, qui juge les hommes d'après lui-même, sait qu'ils peuvent trahir et se vendre, mais qu'ils ne changent pas. »

« Je l'ai vu, et mille autres aussi peu suspects de bonapartisme l'ont vu aussi : ce n'est pas la force armée, c'est le peuple indifférent ou plutôt sympathique, qui a décidé le mouvement en faveur de Napoléon. La bataille était gagnée avant d'être livrée. *Depuis trois ans la révolution appelait un chef.* Bonaparte n'avait à répondre que ces deux mots : Me voilà ! Eh bien ! c'est deux mots, il les a dits. »

« Louis-Napoléon devient l'organe de la révolution. »  
Et voilà comment un colosse du socialisme juge du

coup d'État, entrevoit l'avenir, et condamne la société!... Aveugle ! A quoi te sert donc la science et le don de la plume ? Parlez-moi des simples d'esprit, mais qui ont quelque chose dans la poitrine ; ils sont moins bêtes ; ils voient plus clair et plus loin.

Ainsi Proudhon approuve le coup d'État, bat des mains à notre asservissement ; nos malheurs ne le touchent en aucune façon ; et dans un livre intitulé : *De la paix et de la guerre*, il sanctifie la force, le succès, le crime triomphant, et comme Bismarck, il ose dire ou sous entendre : *La force prime le droit*.

Comment ! vous criez : Plus de Constitution, de lois, de gouvernement ; mais des communes sans liens ; probablement plus de routes, plus de canaux, plus de ponts ; et lorsque vous nous avez isolés les uns des autres, affaiblis de toutes parts, rendus incapables de nous défendre, vous venez sanctifier la force et nous crier dans les oreilles que la force prime le droit!...

N'est-ce pas livrer aux voleurs le fruit de nos travaux ? aux barbares, aux brigands unis toute vaste civilisation trop confiante, divisée par petits groupes mal liés, ainsi que vous les constituez ? N'est-ce pas faire notre misère ? N'est-ce pas amener notre ruine ?

Est-ce avec de tels principes que l'on formera des hommes, des défenseurs de la patrie, de vertueux et braves citoyens?...

Non, point de communisme gouvernemental, mais surtout loin de nous la hideuse anarchie.

Donc, restons dans le possible, dans la pratique, Instituons un gouvernement acceptable pour la France, pouvant satisfaire, servir, améliorer la population qui vit sous nos yeux. Si notre organisation est d'abord incomplète, faisons-la progresser. Socialistes, communistes, républicains bien inspirés, tâchez d'arriver à la représentation nationale. Une bonne idée naît-elle dans votre esprit ou dans votre cœur, hâtez-vous de la formuler en proposition, portez-la à la tribune : tâchez de la faire accepter, ce sera une loi, s'imposant à tous ; et ainsi de proposition en proposition, sans violence, par débats contradictoires, amenez insensiblement toutes les réformes,

tous les progrès, toutes les améliorations dont nous avons besoin, et le peuple vous bénira.

Mais pas de troubles, de révolte; pas de despotisme, ni par en haut ni par en bas; pas d'anarchie; l'ordre et la liberté, et la République sera fondée.

## VI.

Il est des hommes d'une rare énergie, d'un dévouement que je suis loin de contester, et qui depuis quelques mois crient bien haut: «J'offre mon bras à la république, je la défendrai envers tous et contre tous.»

Très beaux sentiments, sans doute.

Je leur répondais avec beaucoup de calme: Vous avez raison, mais chassons d'abord les Prussiens, purifions-nous de toute invasion étrangère... Que cette idée prime toutes les autres idées; ne faisons qu'un, ensuite, occupons-nous principalement de la république qu'il faudra constituer. Tâchons de la faire aimer, de nous faire aimer nous-mêmes, nous lui attirerons des masses de partisans et nous la ferons triompher sans violence et sans combat.

Dire: je veux ce gouvernement par ce que je le veux, parce que je l'aime, et je veux que chacun l'aime, sans quoi, je cogne; mauvais moyen de propagande.

Tout ce qui croule a des raisons pour crouler.

Chaque **gouvernement qui tombe**, tombe par ses propres fautes, parce qu'il renfermait en lui les raisons de sa chute, et je veux le prouver; mais prenons la chose d'un peu haut.

L'*ancien régime* était absolu, intolérant: il persécutait les protestants, les juifs, les déistes, les philosophes, tout ce qui n'embrassait pas sans réserve sa croyance. On brûlait encore dans le dix-septième siècle pour fait d'opinion, pour fait de religion. L'autel était à côté du trône, le dominant parfois. La noblesse était tout, le peuple rien. On donnait sans cesse à ceux d'en haut, on prenait sans cesse à ceux d'en bas. Quelques-uns possédaient le sol, les richesses, la nation se trouva dans

la misère. Le roi lui-même ne sut plus comment faire face aux affaires de l'État. Il y avait de grandes souffrances provenant de grandes iniquités. Il y eut trouble, révolution, chute, transformation. Il le fallait bien, c'était justice.

Voilà la *République* ! elle fit des merveilles ; elle régénéra la société, retrempa les hommes. Quel courage ! Quelle grandeur dans la défense du sol de la France ! Quels géants se manifestèrent comme par enchantement ! Et puis, quelle sublimité dans les principes ! Elle jeta dans le monde la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les idées de tolérance universelle, fit des lois de justice, d'égalité, dont toutes les nations devaient s'emparer les unes après les autres et se les approprier ; renversa un vieux monde, fit un monde nouveau : c'était une œuvre colossale, terrible et divine.

Mais entre les plus puissants hommes d'alors, ce qui prouve que dans l'homme il y a toujours de l'homme, c'est-à-dire des faiblesses, se manifestèrent des rivalités, des jalousies, des haines, des discordes : la guillotine fit son terrible travail, des têtes tombèrent : Camille Desmoulins, André Chénier, Danton, Saint-Just, Robespierre, périrent sous le couteau triangulaire, on se détruisait les uns les autres : le sang appelait le sang. Eh bien ! ce fut un extrême malheur... Si nous avions pu nous sauver sans la terreur, sans les rigueurs les plus excessives, provoquées sans doute par des dangers sans exemple, la République nous restait et les catastrophes n'eussent pas sans fin succédé aux catastrophes. La République croula, violentée par un Bonaparte, laissant les plus magnifiques réformes et le plus terrible souvenir.

Voilà *Bonaparte* ! Il est consul, il est empereur. Mais il est absolu, tranchant, cassant. Les hommes sont pour lui de petits enfants, des mirmidons ; il les mène par le bout de l'oreille et tout s'aplatit devant sa brutale volonté ; il fait un peuple d'esclaves fanfarons, fanatiques. Il aime le bruit, la guerre, le sang, les fanfares de la gloire et les fumées de la vanité. C'est un artiste, un grand artiste ! il est souvent sur les tréteaux, en spectacle au monde, qui admire, frémit, tremble. Il veut que ses frères soient rois, ses sœurs reines ; que tous soient à ses pieds. Il

lutte, il lutte encore avec l'Allemagne, l'Espagne, la Russie, l'Angleterre; il finit par irriter, par indigner les consciences, par coaliser contre lui tous les peuples, toutes les nations; les mauvais jours arrivent, le voilà par terre.

L'orgueil, une ambition frénétique, insensée, un profond mépris des droits du peuple, des guerres impolitiques, injustes, faites à un point de vue étroit, personnel, dynastique, le perdirent, il tomba; et revint pour retomber encore. Voilà deux invasions en moins d'un an, le sol de la patrie foulé, conquis par l'étranger, ce qui n'avait pas eu lieu depuis Charles VI l'imbécile. Et pourtant cet homme laissa un grand nom, nom aimé, nom maudit, brillant et funeste.

Voilà *Louis XVIII*, puis *Charles X*, successeur de son frère. Il régna de par le droit divin, amené chez nous par l'étranger : triste recommandation ! Il avait les préjugés de sa race. Ses prédilections étaient pour les prêtres, pour les nobles, non pour les bourgeois, non pour la roture. Entre lui et la nation, qui était l'élève de Voltaire et de Rousseau, il y avait un abîme, point de lien d'esprit, point de lien de cœur. Il fit la campagne d'Alger, il triompha; il crut avoir triomphé de la France. Il lança ses ordonnances de Juillet, attentatoires à la liberté de la presse... Le peuple se souleva et le renversa.

Après, ce fut *Louis-Philippe* d'Orléans, parent du roi déchu, et quoique bourbon. Le cens électoral fut réduit de cinq cents à deux cents francs, le cens d'éligibilité de mille francs à cinq cents francs. Ce fut un roi bourgeois, entre la noblesse et le peuple, et ne voulant pas trop descendre dans celui-ci. Il chanta *la Marseillaise*, rappela Jemmapes et Valmy, fit le républicain, mais cela dura peu; ses anciens amis durent s'éloigner de sa cour. Il était avare, et bien qu'il eût gardé par devers lui, employant un tour d'adresse peu royal, tous ses biens privés, biens qui s'élevaient à deux cent cinquante millions, il ne voulait pas y toucher pour les dotations de ses enfants. Il voulait qu'ils fussent dotés par la France : il demandait tantôt un million, tantôt deux, tantôt plus, — et parfois il éprouvait des échecs devant

la chambre des députés, ce qui faisait ressortir sa ladrerie et compromettait sa considération.

D'autre part il était obstiné, têtue à un très-haut degré. Généralement, on n'en était pas encore à demander le suffrage universel, mais un abaissement du cens de deux cents à cent francs, plus l'adjonction des capacités ; cette demande était imposante, presque générale, et, au reste, cette réforme n'avait rien de révolutionnaire. Quelques bourgeois, quelques rentiers, quelques boutiquiers, quelques anciens militaires ou fonctionnaires de plus sur la liste électorale ne pouvaient en rien compromettre le trône, au contraire. Mais bah ! Louis-Philippe avait dit non, ce fut non. Avarice, entêtement, trop peu de grandeur, de dignité dans le caractère ; roi trop peu royal ; comprenant trop peu ce qui convient à l'esprit, au cœur, à l'âme de la France, et le voilà renversé.

*République de 1848 ! Suffrage universel : constitution nouvelle très-démocratique, avec quelques défauts. Réformes utiles... abaissement du prix du port de lettres, du sel, etc., etc. Pas de violences contre aucun parti. On comprit qu'on pouvait vivre en république sans guillotine, sans terreur, et le mot république ne fit plus frissonner personne... On se fut habitué à cette forme de gouvernement... Mais quand la république vient, elle trouve toujours les coffres vides, elle hérite toujours de la misère, des situations embarrassées, désespérées parfois, et puis, il y eut des discordes entre les républicains ; il y eut un renversement d'assemblée, une lutte sanglante dans la rue, ce qui fit reculer l'opinion publique, releva la réaction et produisit une assemblée législative royaliste, un président de la république conspirant contre la république.*

Nos discordes civiles nous avaient perdus. Louis Bonaparte, comme son oncle, renversa le gouvernement du peuple par le peuple, et le peuple ne protesta pas ainsi qu'il eût dû le faire. Voilà le fruit de nos divisions...

Voilà donc le *second empire*, comme le premier, né de la violence, sur les ruines d'une république ! Que va donc faire ce président, cet empereur, ce Napoléon III, ce prétendu républicain, ce traître à son serment, à la patrie ?

Ce qu'il va faire ! Caresser les grands, flatter les petits, promettre monts et merveilles, tromper tout le monde, s'appuyer, comme toujours, sur ceux qui l'ont toujours accompagné, conspirant, de concert avec lui, pour partager sa mauvaise et surtout sa bonne et inique fortune ; oui, il va, toujours s'appuyant sur eux, emprisonner, proscrire, déporter les républicains, accabler, ruiner, détruire les familles ; tout homme qui le gêne, qui lui déplaît, sera jeté sur la terre étrangère sans forme de procès, sans pitié pour sa femme, pour ses pauvres enfants, que la misère, que la mort viendront faucher ; son caprice est une loi absolue, sans appel.

Il tue la liberté, il met un bandeau sur les yeux du peuple, déjà fanatisé, déjà abruti par le nom de son oncle. Il appelle à lui tous les égoïsmes, toutes les ambitions, toutes les cupidités. Le mensonge plane, règne sur la France. Il y aura des assemblées muettes, une presse muette, des magistrats complaisants, des soldats encore plus. Personne n'osera ouvrir la bouche pour répandre au dehors ce qui fermente, bout, murmure dans le fond du cœur.

Maires, adjoints, gardes champêtres, commissaires de police, juges de paix, gendarmes, magistrats, préfets, officiers de l'armée, tous seront aux aguets, attendant le mot d'ordre, prêts à obéir à tout commandement, arrêtant, emprisonnant, proscrivant, n'importe qui, l'innocent comme le coupable. Personne ne s'appartiendra plus, la nation tremblera devant la nation ; gaspillage des finances, corruption, désordres partout ; politique sans franchise, sans loyauté ; plus d'amis vrais, plus d'alliés nulle part ; de la dissimulation, une convoitise insensée, des alliances prises et rompues ; une guerre sans sujet, mal préparée, mal conduite, mal soutenue.

Le prétendu grand homme croule à Sedan sans gloire, sans grandeur, et son armée, et surtout les généraux qui la conduisent, si vaillants pour renverser une constitution, une république, verser le sang du peuple dans les rues de Paris, se montrent incapables devant l'ennemi, défendent mal la patrie et se dissipent comme des ombres... Gardons-nous bien de commettre des crimes, de man-

quer au devoir, car le châtimeut arrive tôt ou tard ; ne l'oublions pas.

La *branche aînée* des Bourbons représentait la légitimité, le droit divin, la noblesse, le clergé, de vieilles mœurs et ne manquait pas, malgré ses préjugés, d'une certaine valeur morale ;

La *branche cadette* représentait la bourgeoisie, l'usine, la fabrique, les classes moyennes, trop l'argent, trop l'égoïsme, il faut le reconnaître, mais les enfants d'un père avare et têtu ne manquaient pas de patriotisme, de vertus civiques et privées ;

*Napoléon I<sup>er</sup>* représentait la gloire militaire, l'honneur national, le patriotisme ; la France lui était chère ; il se fut bien gardé de l'amoindrir et il laissa, malgré son despotisme, presque tout le peuple français son fanatique partisan.

Mais que représente donc aujourd'hui *Napoléon III* ? Ni la gloire, ni le courage, ni la vertu, ni la liberté, ni la noblesse, ni la bourgeoisie, ni le peuple, ni l'armée. Comment a-t-il commencé ? et puis comment a-t-il fini ? Après une telle chute, peut-on rester dans le cœur du peuple de France ?

Si encore, après Sedan, étant captif en Allemagne, il eût écrit ceci, et l'eût publié dans le monde entier : « O vous tous, qui m'avez été soumis, qui m'étiez dévoués : généraux, officiers, soldats, ministres, mes partisans de toutes les sortes ; le malheur m'a ouvert les yeux, et je prends une grave résolution : J'abdique pour moi, pour mon fils, pour toute ma famille ; je vous rends vos serments de fidélité ; reconnaissez donc la République, soumettez-vous à ses lois, offrez-lui vos épées, votre concours.

« Sauvez la France, délivrez-la de toute oppression ! Voilà le devoir suprême. »

« Allez ! Et... oubliez-moi !!! »

Mais au lieu de parler ainsi, d'agir ainsi, il cabale, il intrigue, il conspire ; d'accord avec Bismark, il sème chez nous les germes de la discorde... il trahit la France. Quelle honte ! quelle monstruosité ! Jamais souverain en France n'était tombé si bas.

1870 ! c'est la *troisième République* ! Après la chute de nos armées, elle a relevé le drapeau de la France,

appelé le peuple aux armes, créé des canons, des mitrailleuses, organisé les moyens de défense... ici je ne pousse pas plus loin. Un grand malheur nous frappe, et j'éviterai toute récrimination. Je me borne à ce conseil : Républicains, ne renouvelons pas les fautes de 1848, nous arriverions au même résultat...

J'ai dit comment deux empires sont tombés, comment trois monarchies, comment la première, comment la seconde République ont croulé dans la poussière; eh bien ! faut-il renouveler les mêmes fautes ? faut-il marcher sans cesse de bouleversement en bouleversement ?

Voyez le progrès qui s'est fait dans le monde et combien la liberté a étendu ses conquêtes ! Elle ne peut plus reculer.

Quel est le gouvernement qui nous divise le moins ? Quel est le gouvernement qui nous rapproche le plus ? Quel est le gouvernement qui communique le mieux à l'homme tout ce qui est nécessaire à son développement, à son expansion, à l'exercice de ses facultés, de sa bonne volonté, et le met le mieux à même de servir la patrie et l'humanité ? Quel est le gouvernement qui s'ouvre à tous, fait appel au concours de tous et est vraiment le gouvernement de tous ? C'est la République.

Tâchons donc, Français, riches et pauvres, artisans, paysans, bourgeois, industriels, négociants, artistes, de nous rapprocher, de nous unir, de nous donner la main, et tous ensemble, d'un commun accord, de constituer une bonne, grande et sainte république; ce sera la gloire de la France, ce sera le bonheur du monde entier.

## VII.

Voilà à peu près la fin de ce travail écrit avec une extrême rapidité, excité, pressé par la situation, le moment terrible où nous sommes. Il ne me reste plus maintenant qu'à me résumer, qu'à produire une sorte de table des matières développée, un peu surchargée par endroit

et formant pour ainsi dire les principaux articles ou l'esprit d'une constitution républicaine, comme je la comprends.

Ainsi donc :

Maintien à tout jamais du *suffrage universel* ;

*Liberté de la presse*, sans timbre, sans cautionnement, avec responsabilité de tout écrit présumé coupable devant un jury ;

*Liberté de réunion, d'association, de phalanstère, de communauté*, en respectant les lois de la morale et de la société ;

*Assemblée nationale* souveraine, inviolable, élue pour deux ou trois ans, nommant le chef du pouvoir exécutif, toujours révocable par elle ;

A 21 ans on est *électeur*, à 25, *éligible* ;

Le chef du *pouvoir exécutif*, ou président de la République, issu de l'Assemblée nationale, nomme les ministres ;

Les *ministres*, nommés par le président de la République seront sous l'œil de l'Assemblée, avec laquelle ils devront marcher d'accord ;

Le *Conseil d'État* est une émanation de la chambre des représentants ;

L'*Algérie* et les *colonies* seront représentées dans l'Assemblée nationale ;

Le *mandat impératif* est une impossibilité ; tout ne peut être prévu d'avance par les électeurs, et ils ne peuvent faire de leurs mandataires d'absurdes machines à voter ; s'il en était ainsi, pourquoi ne pas leur couper immédiatement la langue et leur défendre de penser ? Il faut donc leur supposer de l'intelligence, de la probité, de la bonne volonté, et s'ils ne répondent pas à notre attente, ne plus les réélire à l'avenir ; ce sera là leur punition.

Chaque *commune* nomme son conseil municipal, son maire, ses adjoints, ses gardes champêtres ; choisit ses maîtres d'école. Le canton, assisté de toutes les communes, choisit son *juge de paix* ;

Les conseils généraux, les sociétés de secours mutuels et autres, nomment leurs présidents ;

La *bibliothèque* de chaque commune renfermera des livres d'agriculture, de jardinages, de métiers, de science pratique, de morale, d'instruction, d'éducation, et enfin les auteurs les plus célèbres, les plus méritants, les plus capables d'éclairer les hommes et de les former.

Des *conférences* auront lieu dans une salle de la mairie. Il y sera traité du travail, de la culture, des métiers, des constructions rurales, des découvertes, des progrès réalisés et à réaliser, de tout ce qui peut servir les intérêts de la population.

La *musique*, les chants, les groupes orphéoniques ne resteront pas sans encouragements.

Le *maçon* devra savoir dresser le plan, la distribution d'une maison, évaluer quelle quantité de matériaux est nécessaire à son commencement, à son achèvement, et s'il l'ignore, le premier venu le lui apprendra, ce qui ne lui fera pas honneur.

Dans la *salle des conférences*, on recevra, on exposera les plans, les cartes géographiques, les modèles en petit, les chefs-d'œuvre en bois, en plâtre, en pierre, en fer, de toutes sortes, de tous états, même les fleurs, même les fruits, même les produits agricoles, qui honorent les travailleurs, sont une joie pour tout le monde, un encouragement pour les jeunes générations. Ce seront là de petits *musées* locaux extrêmement utiles.

Nous pousserons à la création des *sociétés* de secours mutuels.

Nous demandons que les *écoles de dessin*, de modelage, de théorie pratique, d'éducation professionnelle, entretenues par les compagnons chez leurs *mères*, et autres professeurs, ne soient pas sans encouragement.

L'*armée permanente* est supprimée. On aura des gardes mobiles, des gardes nationaux. Le service actif ne sera que de quelques mois; et l'agriculture, l'industrie, le commerce, le travail productif feront notre bonheur.

Le *budget des cultes* est supprimé. Dans chaque localité, le serviteur de Dieu sera à la charge de ceux auxquels il enseigne la morale et le dévouement; et ceux-ci seront bien aise de lui donner tous les soins qu'il aura mérités.

Liberté de *conscience*, liberté des cultes, une large fraternité entre tous les hommes.

L'*impôt* est proportionnel, cependant un impôt extraordinaire et progressif pourra être frappé dans les moments terribles sur l'ensemble de chaque fortune. Avant tous les intérêts, plaçons le salut de la patrie.

Sur quoi pèsera l'impôt? Sur le capital? Sur le revenu? Sera-t-il direct? Sera-t-il indirect? Faudra-t-il supprimer l'octroi? Faudra-t-il, etc., etc.? Peu m'importe! Il faudra le rendre d'un prélèvement facile; il faudra qu'il ne demande pas trop d'employés et qu'on puisse le faire entrer dans les coffres de l'État sans en gaspiller une trop grande partie. Le point très-important pour moi, c'est d'avoir un gouvernement honnête, bien réglé, à bon marché, qui ménage l'argent du peuple, qui ne le dépense pas mal à propos, qui lui en demande peu, et du moment qu'il en sera ainsi, qu'on le puise où l'on voudra, je n'ai rien à dire, pourvu toutefois que chacun n'en verse que sa quote-part.

Les hauts *traitements* seront abaissés, les emplois inutiles supprimés, les administrations réformées et épurées; tout employé qui oubliera ses devoirs envers le public sera réprimandé, et cassé si le cas l'exige.

Signaler un fripon, mettre en garde contre lui, révéler un fait criminel, authentique, ce n'est pas être un calomniateur, mais un ami de la justice et de la vérité. L'immorale, l'absurde loi Guillaumet doit être foulée sous les pieds; cependant salir méchamment l'honnête homme, ce serait grave.

Les pensions mal acquises tomberont.

L'*instruction* sera gratuite, obligatoire, étendue, pratique. D'un enfant, nous ferons un homme. Il y aura du pain pour ceux qui en manquent et nos élèves seront fraternels les uns pour les autres.

A côté des *écoles* de l'État, il y aura les écoles libres, indépendantes, et cependant sous nos yeux, qui, de leur côté, formeront des citoyens.

Tout fils de *Français* né à l'étranger est Français;

Tout fils d'*étranger* né en France est Français, à moins qu'il ne soit fait une déclaration expresse, authentique, pour qu'il en soit autrement;

Tout homme pour qui on a renoncé à sa qualité de Français, qui y a renoncé ensuite lui-même tacitement en ne réclamant pas, ne peut s'attendre, si le malheur le frappe un jour, à être secouru en aucun cas par nos administrations de bienfaisance. Il a voulu s'isoler, vivre seul. C'est son affaire.

Tout étranger qui vient habiter la France et s'y comporte honorablement, sera traité avec amitié, avec sympathie.

Tout élève, tout apprenti d'un état quelconque, nourri dans les lycées, les collèges, les séminaires, n'importe quelles écoles, se doit à la patrie ; il en est de même des hommes mûrs. Le *prêtre* seul, ou le *pasteur*, ou le *rabbin*, reçu, officiant, enseignant la morale, la vertu, la fraternité, les sentiments les plus doux, sera dispensé, dans les temps les plus tristes, de verser le sang, il aidera dans les ambulances, dans les hôpitaux.

Nous voulons de bons *traités de commerce*, de bonnes relations avec tous les peuples, les rendant nos amis, nos alliés, nos frères.

Tous les moyens de *transport* par mer, rivières, fleuves, canaux et routes seront facilités pour le bien de notre commerce et de nos relations lointaines.

Toute bonne *découverte*, toute invention salutaire recevra sa récompense.

L'*esclavage* devra disparaître de la terre.

Un titre de *noblesse*, d'où vient-il ? A quoi sert-il ? Rien de beau comme la simplicité et les principes d'égalité.

Que les *cumulards* d'emplois, et surtout de traitements, soient en horreur aux hommes.

Que la *peine de mort* disparaisse de la terre.

L'homme juste ne doit pas tuer, même le méchant, il doit s'en préserver, l'empêcher de nuire, le faire travailler. Voilà tout. C'est par l'éducation, par le travail mis à la portée de tous, par des exemples de grandeur, de justice, de générosité partis de haut, que nous agissons sur les âmes et sur les cœurs, que nous vaincrons les vices et les vicieux, l'ignorance et les ignorants, les méchants et la méchanceté.

Celui qui ne travaille presque pas, qui se fait une habitude, un plaisir, de boire, de manger à crédit, de ne

point payer, de tromper le traiteur, le boulanger, le cordonnier, le chapelier, le tailleur; qui s'en vante dans les ateliers, qui raille la probité, qui excite les jeunes ouvriers, tous ceux qui peuvent l'entendre, à ne pas payer, à l'imiter; qui prêche l'immoralité, l'improbité, sème la corruption par ses exemples et ses tristes discours, celui-là sera traité comme *escroc* et puni comme tel.

En temps de crise terrible, en l'absence de tout commerce, de tout mouvement industriel, c'est à l'État d'occuper nos bras à des travaux quelconques, aux routes, aux canaux, à ce qu'il voudra d'honnête et d'utile; les forces des masses sociales ne doivent jamais être gaspillées ou anéanties dans une funeste oisiveté.

Des *fêtes nationales*, nobles, grandes, exaltant le sentiment patriotique, l'amour de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, seront instituées et célébrées sur toute l'étendue de notre territoire.

Chaque *peuple* prend le gouvernement qui lui convient, s'agite ou ne s'agite pas, garde ses rois ou les chasse; c'est son affaire; nous devons rester neutres. Si nous intervenions en faveur de la République, d'autres interviendraient en faveur de la monarchie et ce serait la guerre.

Nous comprimerons nos inclinations, d'autres comprimeront les leurs. Ce sera la non-intervention vraie, qu'on exigera de nous, que nous exigeons des autres, et la liberté pour tous les peuples de régler eux-mêmes leurs propres destinées.

Une nation peut combattre pour une idée, en faveur d'un principe moral, pour défendre un peuple qu'on martyrise, et alors je l'assimile à l'homme de cœur qui maintient sa dignité et qui protège, si le cas l'exige, le faible individu écrasé par un vigoureux brutal; mais toute *guerre de conquête*, je la maudis. Il est défendu au particulier, à l'homme de voler, de tuer, à plus forte raison doit-il l'être aux puissantes nations de dévaster un peuple, de l'assassiner et de se mettre, en un tel cas, au niveau de Cartouche et de Mandrin. Les alliances commerciales, fraternelles, sont bonnes. On peut permettre une annexion libre, sans pression, complètement volontaire, sans danger pour aucun peuple; oui, voilà la conquête que je

**comprends ; les autres sont des crimes épouvantables, qui présagent un terrible avenir, indignes des nations chrétiennes et civilisées, et que je flétris dans toutes les profondeurs de mon âme.**

**Avec le *Suffrage universel* on ne peut posséder qu'une république démocratique ; il y a des gens qui sont d'un avis contraire et qui veulent voir là quand même une république aristocratique. Qu'y faire ! Et que dire ? C'est croire le peuple peu instruit, peu moral, peu juste, peu capable, même indigne de vivre en république.**

**Attendons mieux de lui et faisons tout ce qui dépendra de nous pour l'éclairer, le moraliser, le fortifier, et lui donner un esprit et un cœur vraiment républicains.**

## VIII.

**Désastres épouvantables ! situation sinistre qui nous enlève les trois quarts et plus de notre liberté !... Qu'allons-nous faire ?**

**C'est dans une sorte de prison, respirant à peine, liés aux mains, liés aux pieds, accablés par un horrible cauchemar, irrités, blessés, souffrants, qu'il nous faut traiter de la paix et de la guerre, constituer la République, accomplir un acte de souveraineté nationale.**

**Je ne fais pas de plaintes, de récriminations, je me contiens.**

**Cette situation monstrueuse, ne ressemblant à rien de ce que nous avons vu dans le passé, va-t-elle nous abattre ou bien nous faire descendre dans le fond de notre conscience, élargir notre esprit, nous élever l'âme et le cœur, étendre notre horizon et faire de nous de dévoués, de braves citoyens, dignes du commencement d'une grande époque, qui, probablement, va luire sur l'humanité ? Espérons-le.**

**Défions-nous des intrigues, des cabales, des petits moyens, des basses et lâches ambitions... Donnant dans les travers, nous serions perdus.**

**Nous avons vu comment trois royautes, comment deux empires ont croulé, roulant les uns sur les autres, et**